

**Chambre
des Représentants**

7 MAI 1952.

BUDGET

du Ministère de la Santé Publique
et de la Famille
pour l'exercice 1952.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE (1)

PAR M. GILSON.

MESDAMES, MESSIEURS,

La Commission a renoncé à entreprendre une discussion générale de la politique du Gouvernement, celle-ci ayant été largement entamée au Sénat. Compte tenu de ces débats et notamment du discours prononcé par le Ministre de la Santé Publique, les membres de la Commission se sont contentés de poser au Ministre des questions particulières à propos de problèmes les plus divers.

On trouvera ci-après les renseignements fournis par le Ministre, en réponse aux questions des commissaires.

Votre rapporteur les a regroupés, dans la mesure du possible, dans le cadre des principaux secteurs de la santé publique. Il a cru inutile de reproduire les réponses qui se référaient directement aux travaux récents du Sénat et qui ont déjà été publiées à cette occasion.

* * *

(1) Composition de la Commission : MM. Philippart, président; Clerckx, M^{me} Craeybeckx-Orij, de Moor-Van Sina, MM. Deschepper, Devilers, Eneman, Gilson, Goffin, Moriau, Scheere, M^{me} Van Daele-Huys, M. Verbist. — M^{me} Copée-Gerbinet, MM. De Cooman, Deltenre, M^{me} Fontaine-Borguet, MM. Messinne, Vangraefscheppe, Vercauterden, Vinck, Wostyn. — Cooremans, D'haeseleer.

Voir :

4-XX : Budget transmis par le Sénat.

**Kamer
der Volksvertegenwoordigers**

7 MEI 1952.

BEGROTING

van het Ministerie van Volksgezondheid
en van het Gezin
voor het dienstjaar 1952.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE VOLKSGEZONDHEID EN HET GEZIN (1).

UITGEBRACHT DOOR DE HEER GILSON.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

De Commissie heeft er van afgezien een algemene besprekking te wijden aan de Regeringspolitiek, daar zulks reeds breedvoerig is geschied in de Senaat. Rekening houdend met die debatten en inzonderheid met de redevoering uitgesproken door de Minister van Volksgezondheid, hebben de leden van de Commissie er zich bij beperkt aan de Minister bijzondere vragen te stellen in verband met de meest uiteenlopende vraagstukken.

Hierna zal men de inlichtingen vinden welke door de Minister werden verstrekt als antwoord op de vragen van de Commissieleden.

Uw verslaggever heeft ze gehergroepeerd, voor zover dit mogelijk was, binnen het kader van de voornaamste sectoren van de volksgezondheid. Hij heeft het overbodig geacht de antwoorden weer te geven welke rechtstreeks verband hielden met de jongste werkzaamheden van de Senaat en reeds te dier gelegenheid werden gepubliceerd.

* * *

(1) Samenstelling van de Commissie : de heren Philippart, voorzitter; Clerckx, Mevr. Craeybeckx-Orij, de Moor-Van Sina, de heren Deschepper, Devilers, Eneman Gilson, Moriau, Scheere, Mevr. Van Daele-Huys, de heer Verbist. — Mevr. Copée-Gerbinet, de heren De Cooman, Deltenre, Mevr. Fontaine-Borguet, de heren Messinne, Vangraefscheppe, Vercauterden, Vinck, Wostyn. — Cooremans, D'haeseleer.

Zie :

4-XX : Begroting overgemaakt door de Senaat.

G.

1. — Hygiène.		1. — Hygiëne.	
	Pages		Bladzijden
A. — Lutte contre les taudis	2	A. — Strijd tegen de krotten	2
B. — Logement	4	B. — Huisvesting	4
C. — Hébergement des vieux ménages	4	C. — Onderbrengen der oude echtparen	4
D. — Contrôle des denrées alimentaires	5	D. — Eetwarencontrole	5
E. — Augmentation des abattoirs publics	5	E. — Verhoging van het aantal openbare slachthuizen	5
F. — Clos d'équarrissage	5	F. — Vilbeluiken	5
G. — Elevage de porcs sur les terrains d'immondices	5	G. — Houden van varkens op vuilnisbelten	5
 2. — Action curative.			
A. — Hôpitaux	6	A. — Ziekenhuizen	6
B. — Hôpitaux Universitaires	6	B. — Universiteitsziekenhuizen	6
C. — Frais d'hospitalisation en sana	6	C. — Hospitalisatiekosten in sanatoria	6
D. — Œuvre Nationale Belge de lutte contre le cancer	7	D. — Belgisch Nationaal Werk ter bestrijding van de Kanker	7
E. — Statut des médecins spécialistes	7	E. — Statuut van de geneesheren-specialisten	7
F. — Diplôme de garde-malade	7	F. — Diploma van ziekenoppasser	7
G. — Enfants anormaux	8	G. — Abnormale kinderen	8
H. — Séquestrés à domicile	8	H. — Ten huize opgeslotenen	8
I. — Octroi des allocations d'Assistance publique	8	I. — Steunverlening door Openbare Onderstand	8
 3. — Action préventive.			
A. — Centres de santé	8	A. — Gezondheidscentra	8
B. — Inspection médicale scolaire	9	B. — Medisch schooltoezicht	9
C. — Education physique et sports	9	C. — Lichamelijke opvoeding en sport	9
D. — Recrutement d'athlètes	9	D. — Aanwerving van atleten	9
E. — Brevet d'aptitude physique	9	E. — Brevet van lichamelijke geschiktheid	9
F. — Jeux olympiques d'Helsinki	9	F. — Olympische spelen te Helsinki	9
G. — Records mondiaux établis jusqu'au 15 février 1951	10	G. — Wereldrecords gevestigd tot op 15 Februari 1951	10
 4. — Famille.			
A. — Aides familiales	10	A. — Gezinshelpsters	10
B. — O. N. O. V. A.	10	B. — N. W. W. W. B.	10
C. — Suppression des primes d'allaitement	11	C. — Afsluiting van de premies voor borstvoeding	11
 5. — Divers.			
A. — Taux de mortalité de la population	11	A. — Sterftecijfers der bevolking	11
B. — Services sociaux des Ministères	11	B. — Sociale diensten der Ministeries	11
C. — Office National de coordination de l'Assistance Sociale	12	C. — Rijksdienst tot coördinatie van de Maatschappelijke Onderstand	12

1. — HYGIENE.

A. — Lutte contre les taudis.

1) Normes d'une maison salubre.

Les taudis peuvent s'entendre de deux catégories différentes : d'une part, des habitats insalubres et misérables de leur nature; d'autre part, des habitats surpeuplés, matériellement et moralement malsains en raison du nombre exagéré de leurs habitants. Le taudis peut apparaître, même, dans l'habitation la mieux conçue et de parfaite exécution technique, si l'éducation sociale nécessaire fait défaut. La fixation de normes minima ne permettrait pas de tirer la ligne entre habitation salubre et insalubre.

Selon l'article 12 de la loi du 11 octobre 1919, ce sont les comités de patronages et les sociétés de construction qui signalent l'existence de taudis au bourgmestre, qui est tenu de statuer dans le mois.

S'il n'est pas pris de mesures ou si elles sont jugées insuffisantes, ces organismes peuvent prendre leur recours auprès du Roi. L'arrêté royal du 8 février 1928 prévoit en son article 3 qu'il est procédé par les soins de l'inspecteur d'hygiène à une enquête dont les conclusions sont notifiées au bourgmestre. A défaut par celui-ci de donner suite aux

1. — HYGIENE.

A. — Strijd tegen de krotten.

1) Normen voor een gezonde woning.

De krottwoningen kunnen twee verschillende categoriën behelzen : enerzijds woongelegenheden, door hun aard zelve, ongezond en armoedig, anderzijds overbevolkte woongelegenheden, physisch en moreel ongezond ingevolge het overdreven aantal bewoners. De krottwoning kan zelfs voorkomen in de best opgevatte en volmaakt technisch uitgevoerde woongelegenheid, zo de vereiste sociale opvoeding ontbreekt. Het opleggen van minima-normen zou niet toelaten de grens te trekken tussen de gezonde en de ongezonde woning. Luidens artikel 12 van de wet dd. 11 October 1919 maken de beschermingscomiteen en de bouwmaatschappijen het bestaan van krotten aan de heer Burgemeester bekend, die gehouden is een beslissing te nemen binnen de maand.

Indien geen maatregelen getroffen worden of de getroffen maatregelen onvoldoende worden geacht, kunnen deze inrichtingen in beroep komen bij de Koning. Het Koninklijk besluit van 8 Februari 1928, artikel 3, bepaalt dat door toedoen van de gezondheidsinspecteur een bijkomend onderzoek wordt ingesteld waarvan de besluiten aan de bur-

conclusions de l'inspecteur, le Roi statue sur l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique.

La mise en œuvre d'une législation nouvelle, qui fixerait les normes de la maison salubre, ne remédierait pas à la situation; semblable législation est prématurée, aussi longtemps que sévit la crise du logement et que n'est pas réellement disponible un nombre suffisant d'habitations salubres. Il faut nécessairement placer la lutte contre les taudis dans le cadre de la solution de la crise du logement.

Un commissaire a fait observer que les charbonnages devraient éviter de loger deux ménages dans des habitations unifamiliales construites par la Société d'Habitations à Bon Marché.

2) Enquête sur les taudis donnés en location par des pouvoirs publics.

Les services et organismes compétents ont reçu pour instructions de procéder à cette enquête; il semble bien possible d'y procéder.

3) Projet de loi sur la démolition obligatoire des taudis.

Une telle législation risque de rester purement théorique aussi longtemps que sévit la crise du logement.

4) Loi du 20 avril 1931.

La loi du 20 avril 1931 prévoit une intervention financière dans le prix du loyer supporté par d'anciens habitants de taudis.

L'article 9 de cette loi est libellé comme suit « Si une famille moralement et socialement digne d'intérêt, expulsée d'un taudis et relogée dans un immeuble appartenant à une société agréée par la Société nationale belge d'Habitations à bon marché, était secourue par la C. A. P., cette société lui accordera une réduction de loyer pouvant s'élever à 50 p. c. du loyer normal.

» Le montant des réductions de loyer ainsi accordées par la société locale lui sera remboursé pour une moitié par la Société nationale et pour l'autre moitié par la C. A. P., conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 11 octobre 1919. »

Ce texte est pratiquement resté lettre morte.

5) Subsides de l'Etat aux communes.

Le crédit prévu à l'article 28-7^e (pour mémoire) était destiné à payer le subside de l'Etat aux communes qui achètent ou exproprient des habitations insalubres conformément à la loi du 20 avril 1931.

L'article 7 de la loi du 20 avril 1931 prévoit en effet que lorsqu'une commune réalise l'acquisition ou l'expropriation d'immeubles insalubres et en met gratuitement les emplacements à la disposition d'une société locale de construction, l'Etat et la province interviennent chacun pour un tiers dans cette opération.

Il n'a pas été prévu de crédit à ce poste du budget parce que l'expérience a appris que les administrations communales n'usent point des avantages de la loi.

Cette disposition légale reste lettre morte, probablement pour le motif que les communes ne désirent pas céder aux sociétés de construction les parcelles qui ont, dans la plupart des cas, une grande valeur commerciale.

gemeester worden overgemaakt. Indien de heer Burgemeester geen gevolg geeft aan de besluiten van de inspecteur, beslist de Koning op advies van de Hoge Gezondheidsraad.

Het uitvaardigen van een bijzondere wetgeving, die de normen van een gezonde woning zou vastleggen, zou de toestand niet verhelpen; het is voorbarig dergelijke wetgeving uit te vaardigen zolang de woningnood bestaat en geen voldoend aantal gezonde woongelegenheden werkelijk beschikbaar is. De strijd tegen de krotwoningen moet noodzakelijkerwijze geplaatst worden in het kader van de oplossing van het vraagstuk van de woningnood.

Een lid merkte op dat de Steenkolenmijnen zouden moeten vermijden twee gezinnen te huisvesten in eengezinswoningen gebouwd door de Maatschappij voor Goedkope Woningen.

2) Onderzoek nopens krotten in huur gegeven door openbare besturen.

Aan de bevoegde diensten en organismen zal opdracht gegeven worden dit onderzoek in te stellen; het blijkt wel mogelijk dergelijk onderzoek in te stellen.

3) Wetsontwerp nopens verplichte sloping der krotten.

Dergelijke wetgeving loopt gevaar zuiver theoretisch te blijven zolang er woningnood heert.

4) Wet van 20 April 1931.

De wet van 20 April 1931 stelt een financiële tussenkomst in 't vooruitzicht in de huurprijs betaald door vroegere bewoners van krotwoningen.

Artikel 9 van deze wet luidt als volgt : « Indien een gezin dat uit zedelijk en sociaal oogpunt beschouwd uit een krotwoning verdreven en, opnieuw gehuisvest is in een gebouw toebehorend aan een aangenomen vennootschap van de Nationale Maatschappij der Goedkope Woningen door de C. O. O. geholpen werd, zal deze vennootschap het een vermindering van huurprijs toestaan die 50 % van de normale huurprijs kan bereiken.

» Het bedrag van de aldus door de plaatselijke vennootschap toegestane vermindering voor huurprijs zal haar voor de helft terugbetaald worden door de Nationale Maatschappij en voor de andere helft door de C. O. O., overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 van de wet d. d. 11 October 1919. »

Deze tekst is praktisch zonder toepassing gebleven.

5) Rijkstoelagen aan de gemeenten.

Het onder artikel 28-7^e (pro memorie) ingeschreven krediet was bestemd om de Rijkstoelage uit te betalen aan de gemeenten die overeenkomstig de wet van 20 April 1931 ongezonde woningen aankopen of onteigenen.

Artikel 7 van de wet van 20 April 1931 bepaalt dat wanneer een gemeente ongezonde vaste goederen zal aankopen of onteigenen en de bouwgrond kosteloos ter beschikking stelt van een plaatselijke bouwmaatschappij, het Rijk en de provincie elk voor een derde in deze verrichting tussenkomsten.

Op deze begrotingspost werd geen krediet uitgetrokken daar de ondervinding leert dat de gemeentebesturen geen gebruik maken van de voordelen door deze wet verleend.

Deze wetsbepaling bleef zonder praktische toepassing waarschijnlijk wegens de reden dat de gemeenten de bouwgronden, die in de meeste gevallen een hoge handelswaarde hebben, niet wensen af te staan aan de bouwmaatschappijen.

6) Primes à la construction.

1.005 primes ont été accordées à des personnes qui vivaient dans de véritables taudis.

53 primes ont bénéficié à des habitants de logements surpeuplés.

7) Règlements communaux.

Le département ne possède aucune donnée relative à l'existence de règlements communaux concernant l'évacuation, la fermeture ou la démolition des taudis. La question concerne le département de l'Intérieur.

B. — Logement.

L'occupation d'habitations spacieuses par une seule personne est en contradiction avec les principes qui sont à la base de l'œuvre des habitations à bon marché.

Aussi la Société Nationale des Habitations à bon marché a-t-elle invité les sociétés intéressées, dans des cas semblables, à héberger, dans une seule maison, soit deux personnes seules, soit une personne avec un ménage sans enfants ou avec un ménage de deux vieilles personnes. Le transfert de personnes seules dans des habitations plus exiguës doit toutefois s'accomplir avec la prudence qui s'impose. Lors de la discussion de la loi de prorogation des baux à loyer, la Commission de la Justice a d'ailleurs admis que cette intention de la part de la Société des Habitations à bon marché devait être considérée comme un motif valable légitimant le retrait de la prorogation du bail. Cette conclusion ne fut pas inscrite dans la loi, étant donné que la décision finale appartient au tribunal, mais elle figure au rapport de la Commission, lequel inspire la jurisprudence.

C. — Hébergement des vieux ménages.

Il faut résoudre le problème de l'hébergement des vieux ménages à des loyers raisonnables en construisant des habitations adéquates de faible prix de revient et donc de faible loyer. Une solution saine de la question consiste à prévoir des habitations doubles, dont le rez-de-chaussée héberge un vieux ménage et les étages un ménage normal. Les sociétés de construction ont été engagées à prévoir dans leurs programmes le nombre nécessaires de petites habitations. En outre, les C. A. P. doivent intervenir lorsque le loyer dépasse les possibilités pécuniaires des vieux ménages.

Maisons d'habitation pour personnes âgées construites avec des subsides de l'Etat.

Exercice 1949.		
Administration commanditaire	Nombre de maisons	Montant des subsides engagés
C. A. P. Anvers	32	1.211.000
C. A. P. Berchem-Oud	12	906.000
C. A. P. Leupegem	4	358.000

Exercice 1950.		
Néant.		
Exercice 1951.		
C. A. P. Harelbeke	8	
C. A. P. Ledeburg	10	
C. A. P. Mouscron	40	
C. A. P. Poperinge	14	

6) Bouwpremien.

1.005 premiën werden toegekend aan personen die in echte krotwoningen woonden.

53 premiën zijn te beurt gevallen aan bewoners van overbevolkte woonvertrekken.

7) Gemeentelijke reglementen.

Het Departement bezit geen gegevens omtrent het bestaan van gemeentelijke reglementen betreffende de onttruiming, de sluiting of de afbraak van krotwoningen. De kwestie gaat het Departement van Binnenlandse Zaken aan.

B. — Huisvesting.

Het bewonen van ruime woongelegenheden door alleenstaande personen druist in tegen de principes van het werk der goedkope woningen.

De Nationale Maatschappij voor Goedkope Woningen heeft dan ook de belanghebbende maatschappijen uitgenodigd voor gelijkaardige gevallen hetzij twee alleenstaande personen, hetzij een persoon met een gezin zonder kinderen of met oude echtelingen, in éénzelfde huis onder te brengen. De verplaatsing van alleenstaande personen naar kleinere woongelegenheden dient evenwel met de nodige omzichtigheid te gebeuren. Bij de besprekking van de wet op de verlenging der huurovereenkomsten heeft de Commissie van Justitie trouwens aangenomen dat dergelijk inzicht van de Maatschappij voor Goedkope Woningen moet beschouwd worden als een geldige reden voor het niet-verlengen van het huurcontract. Deze vaststelling werd niet overgenomen in de wet, aangezien de rechtbank uiteindelijk beslist, doch opgenomen in het verslag der commissie, dat de rechtspraak inspireert.

C. — Onderbrengen der oude echtparen.

Het vraagstuk van het onderbrengen der oude echtparen tegen aannemelijke huurprijzen dient opgelost door het bouwen van passende woongelegenheden met lage kostprijs en dus lage huurprijs. Een gezonde oplossing terzake vormt de duplex-woning, waarvan het gelijkvloers gebruikt wordt voor de huisvesting van bejaarde echtparen en de verdiepingen voor een normaal gezin. De bouwmaatschappijen werden aangespoord om in hun programma's het vereiste aantal kleine woongelegenheden te voorzien. Daarenboven moeten de S. O. O. tussenkomen wanneer de huurprijs het financieel vermogen van de bejaarde echtparen overtreedt.

Woonhuisjes voor ouders van dagen opgericht met behulp van Rijkstoelagen.

Dienstjaar 1949.		
Opdrachtgevend Bestuur	Aantal Woningen	Bedrag der reeds vastgelegde toelagen
C. O. O. Antwerpen	32	1.211.000
C. O. O. Berchem-Oud	12	906.000
C. O. O. Leupegem	4	358.000

Dienstjaar 1950.		
Nihil.		
Dienstjaar 1951.		
C. O. O. Harelbeke	8	
C. O. O. Ledeburg	10	
C. O. O. Moeskroen	40	
C. O. O. Poperinge	14	

D. — Contrôle des denrées alimentaires.

Aux termes de la loi du 4 août 1890, le gouvernement peut réglementer et surveiller le commerce des denrées alimentaires non seulement au point de vue de la santé publique, mais aussi dans le but d'empêcher les tromperies et les falsifications.

Il est évident que le droit et le devoir pour le gouvernement de prévenir les tromperies et les falsifications vont au-delà des préoccupations d'hygiène et justifient les mesures prises pour garantir l'honnêteté des transactions relatives aux denrées alimentaires : conformité du produit avec l'étiquette, garantie d'origine, sincérité du poids, etc...

Le nouveau projet sur les denrées alimentaires a dû être remanié. Il sera envoyé incessamment au Conseil d'Etat, pour avis avant d'être déposé sur le Bureau des Chambres.

E. — Augmentation des abattoirs publics.

Le Sénat est actuellement saisi du projet de loi sur le commerce de viande. L'article 25 de cet avant-projet contient notamment une disposition prévoyant que dans une zone de 10 Km. autour d'un abattoir public, il sera interdit d'établir un abattoir privé. Cette disposition correspond à celle de la loi néerlandaise.

En ce qui concerne les abattoirs intercommunaux le Gouvernement ne dispose d'aucun pouvoir; ces initiatives émanent des Conseils des communes périphériques des agglomérations.

A l'heure actuelle il n'y a qu'un seul abattoir intercommunal à Charleroi. Un second est prévu dans la Basse-Sambre pour les régions d'Auvelais et de Tamines, mais jusqu'à présent aucune décision définitive n'a été prise.

La création d'un troisième abattoir intercommunal est à l'examen pour les Communes de Verviers, Ensival et Dison. Les pourparlers sont entamés.

F. — Clos d'équarrissage.

Les statistiques montrent qu'il y a disproportion entre certaines régions du pays au point de vue de l'enlèvement des cadavres d'animaux. Le service d'Inspection des viandes a son attention attirée sur les régions fournissant relativement peu de cadavres d'animaux.

Le protocole accepté par les Départements de la Santé Publique et de l'Agriculture sera de nature à faciliter la collaboration des services d'inspection des deux départements par l'échange continual de renseignements pouvant intéresser la répression des fraudes.

G. — Elevage de porcs sur les terrains d'immondices.

La question de l'élevage des porcs sur les terrains d'immondices se pose tout spécialement en Flandre occidentale où depuis très longtemps ce mode d'engraissement est pratiqué sur une large échelle. Cette façon de procéder permet à certaines communes de récupérer des frais d'exploitation de terrains dans une certaine mesure.

Le fait de tenir des porcs sur des terrains d'immondices, établissements classés, ne permet pas d'appliquer à ces derniers les conditions d'exploitation généralement imposées dans toute la Belgique aux terrains de dépôt d'immondices, notamment en ce qui concerne leur recouvrement par de la terre et leur clôture, d'autant plus que certains terrains d'immondices situés dans des endroits spéciaux,

D. — Eetwarencontrôle.

Luidens de wet van 4 Augustus 1890 kan de Regering de eetwarenhandel reglementeren en aan haar toezicht onderwerpen, niet alleen in het opzicht der volksgezondheid, doch insgelijks om bedrog en vervalsingen te voorkomen.

Het spreekt vanzelf dat het recht en de plicht van de Regering om bedrog en vervalsingen te voorkomen verder strekken dan de hygiënebekommerissen en dat zij de genomen maatregelen rechtvaardigen tot waarborging van de eerlijke handel in zake eetwaren : overeenstemming van het product met het etiket, waarborg van oorsprong, oprechtheid van het gewicht, enz.

Het nieuw ontwerp betreffende de eetwaren moet worden omgewerkt. Het zal onverwijd voor advies aan de Raad van State worden overgegaan, voor de indiening er van bij de Kamers.

E. — Slachthuizen.

Het wetsontwerp op de vleeshandel is op dit ogenblik aanhangig bij de Senaat. Dit voorontwerp bevat namelijk een bepaling in artikel 25 waarin een beschermingszone van 10 Km. wordt bevat, binnen welke na de goedkeuring van de wet geen enkel privaat slachthuis of private slachterij zal mogen gevestigd worden. Deze bepaling komt overeen met die uit de Hollandse wet.

Voor de intercommunale slachthuizen bezit de Regering geen macht: dergelijke initiatieven gaan uit van de Raden van de randgemeenten in de agglomeraties.

Op dit ogenblik is er slechts een intercommunaal slachthuis te Charleroi. Een tweede is voorzien in de Basse-Sambre voor de streken van Auvelais en Tamines, doch geen enkele definitieve beslissing werd tot heden genomen.

Een derde intercommunaal slachthuis is ter studie voor de gemeenten Verviers, Ensival en Dison. De onderhandelingen zijn aangevat.

F. — Vilbeluiken.

Uit de statistieken blijkt een onevenwicht tussen sommige gewesten van het land wat betreft het weghalen der dierenlijken. De Vleesinspectiedienst houdt zijn aandacht gevestigd op de streken waar betrekkelijk weinig dierenlijken worden geleverd.

Het door de Departementen van Volksgezondheid en van Landbouw aanvaard protocol zal de samenwerking van de inspectiediensten van beide departementen vergemakkelijken door het aanhoudend uitwisselen van inlichtingen welke belang kunnen opleveren voor de beteugeling van bedrog.

G. — Houden van varkens op vuilnisbelten.

Het houden van varkens op gronden waar straatvuil wordt gestort is een vraagstuk dat bijzonderlijk geldt voor West-Vlaanderen, waar sedert zeer lang die wijze van vorming op ruime schaal wordt toegepast. Die handelwijze stelt sommige gemeenten in de gelegenheid om tot zekere hoogte de exploitatiekosten van gronden terug te winnen.

Het feit dat varkens op vuilnisbelten worden gehouden, zijnde vergunningsplichtige inrichtingen, maakt het niet mogelijk op deze laatste de exploitatievoorwaarden toe te passen welke doorgaans overal in België gelden voor de gronden waar straatvuil wordt gestort, inzonderheid wat betreft hun bedekking met aarde en hun afsluiting, dit des te meer daar sommige vuilnisbelten, gelegen op bijzondere

peuvent, de ce fait, être une nuisance pour la santé publique.

Le Ministère de l'Agriculture, de son côté, s'oppose à l'élevage de porcs sur les terrains d'immondices et n'entend pas modifier sa position eu égard à certaines épidémies de peste porcine dont il a été mis au courant en septembre 1951 par une dépêche venant d'Afrique du Sud.

Le refus d'élever des porcs sur les terrains d'immondices découle des conditions généralement imposées dans toute la Belgique pour l'exploitation de ces établissements classés.

2. — ACTION CURATIVE.

A. — Hôpitaux.

Le pays dispose de 500 établissements de soins.

Sur la base de 4,5 lits pour 1.000 habitants, il faudrait 38.000 lits. Il manque 8.000 lits. Toutefois, 9.000 lits sont à moderniser dans le cadre des 30.000 lits existants.

Le plan d'hospitalisation comporte donc : 17.000 lits qui nécessitent des dépenses.

Les travaux en cours donneront dans 4 à 5 ans les résultats suivants :

Lits modernisés...	3.600
Lits de construction nouvelle	3.481
Total	7.081

Le gouvernement met actuellement au point un plan décausal pour les hôpitaux, sur la base de 150 millions de subsides par an; ces subsides sont réservés exclusivement aux établissements dépendant d'administrations publiques.

Il entre dans les intentions du département de prendre des mesures en vue d'aider les établissements libres à supporter la charge de la modernisation et de l'extension de leurs installations.

Le département pourrait intervenir, par exemple, dans la charge des intérêts dus par les établissements de soins libres, sur les emprunts qu'ils seraient amenés à contracter à cet effet.

B. — Hôpitaux universitaires.

Le but de l'arrêté déterminant les conditions d'octroi des subsides aux hôpitaux universitaires a été d'abord d'apporter une aide effective à ces établissements et, ensuite, par la création d'une commission mixte, de multiplier les contacts entre l'université et la Commission d'assistance publique, afin d'aboutir à une meilleure compréhension mutuelle et de faire disparaître les points de frictions existants.

La mesure d'intervention de la Commission mixte est déterminée dans le corps de l'arrêté; il ne faut pas perdre de vue que le rôle de la commission ne peut jamais cesser d'être consultatif.

C. — Frais d'hospitalisation en sana.

Le F. N. A. M. I. rembourse une somme égale par journée d'entretien qu'il s'agisse d'un sana belge ou qu'il s'agisse d'un sana suisse. Le taux actuel de remboursement

plaatsen, hierdoor schadelijk kunnen zijn voor de volksgezondheid.

Het Ministerie van Landbouw, van zijn kant, verzet zich tegen het houden van varkens op vuilnisbelten en is niet van zijs zijn standpunt te wijzigen, gelet op sommige varkenspest-epidemiën, waarop zijn aandacht in September 1951 werd gevestigd door en bericht komend uit Zuid-Afrika.

De weigering in verband met het houden van varkens op vuilnisbelten vloeit voort uit de doorgaans in gans België opgelegde voorwaarden tot exploitatie van die gevangenschikte inrichtingen.

2. — VERZORGINGSACTIE.

A. — Ziekenhuizen.

Het land beschikt over 500 verzorgingsinstellingen.

Op de basis van 4,5 bedden per 1.000 inwoners zouden 38.000 bedden nodig zijn. Zulks maakt een tekort van 8.000 bedden. Echter moeten ook 9.000 bedden gemoderniseerd worden in het kader van de 30.000 bestaande bedden.

Het hospitalisatieplan omvat dus 17.000 bedden, voor dewelke uitgaven moeten verricht worden.

Met de huidige onderhande zijnde werken zullen binnen 4 à 5 jaar de volgende resultaten zijn bekomen.

Gemoderniseerde bedden	3.600
Nieuw gebouwde bedden...	3.481
Totaal	7.081

De Regering werkt een tienjarenplan voor de ziekenhuizen uit op de basis van 150 miljoen frank toelagen per jaar; deze toelagen worden uitsluitend voorbehouden aan de verzorgingsinstellingen welke afhangen van openbare besturen.

Het ligt in de bedoeling van het departement maatregelen te treffen om de vrije verzorgingsinstellingen te helpen in het dragen van de last van de modernisatie en de uitbreiding van hun inrichtingen.

Het departement zou bij voorbeeld kunnen tussenkommen in de lasten van de interessen welke moeten betaald worden door de vrije verzorgingsinstellingen voor de leningen welke zij voor hun modernisatie en uitbreiding zouden moeten aangaan.

B. — Universiteitsziekenhuizen.

Het doel van het besluit houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van toelagen van de universiteitsziekenhuizen was, in de eerste plaats, deze inrichtingen werkelijk te steunen en, vervolgens, door de instelling van een gemengde commissie, de contactnamen tussen universiteit en Commissie van Openbare Onderstand te vermengvuldigen, om te komen tot een beter onderling begrip en om de huidige aanleidingen tot wrijving uit de weg te ruimen.

De wijze van tussenkomst der gemengde commissie wordt in het besluit bepaald; uit het oog mag niet worden verloren dat de rol der commissie nooit mag ophouden van raadgevende aard te zijn.

C. — Hospitalisatiekosten in sanatoria.

Het R. V. Z. I. keert een zelfde bedrag uit per dag onderhoud, zowel in een Belgisch sanatorium als in een Zwitsers. Het huidig bedrag der uitkering is 132 frank.

est de 132 francs. Le Fonds Commun a fixé des prix de journée d'entretien différents pour les sana suisses et les sana belges, soit 172 francs et ± 140 francs.

Cette différence s'explique par l'index du niveau de vie dans les deux pays, et les prix plus élevés réclamés par les directions des sana suisses.

Pratiquement, le malade s'expatrie en demandant uniquement l'intervention mutualiste, puis, au bout de quelques semaines, ses ressources s'épuisent et il fait appel au Fonds commun.

Afin d'éviter cette mise devant le fait accompli, plus aucune intervention du Fonds ne sera accordée si le patient n'a pas fait la demande avant son départ.

D. — Œuvre Nationale Belge de Lutte contre le Cancer.

La nécessité d'intervenir dans la lutte contre le cancer n'a pas échappé au Gouvernement. Des subsides ont déjà été accordés à cette fin depuis plusieurs années.

Les propositions faites par l'œuvre dans le cadre du programme d'action distribué à la fin d'octobre 1951, ont fait l'objet d'une étude approfondie étant donné leur importance. Comme plusieurs départements sont intéressés par ces proportions, des échanges de vue ont eu lieu entre eux et l'attitude du Gouvernement sera arrêtée incessamment.

E. — Statut des médecins-spécialistes.

L'Ordre des Médecins vient d'établir des listes de médecins-spécialistes. Ces listes n'ont, toutefois, aucune valeur en elles-mêmes, elles sont établies à l'usage du Fonds National d'Assurance maladie-invalidité, afin de permettre la fixation du montant des honoraires des médecins-spécialistes inscrits.

Cependant certains milieux contestent la compétence de l'Ordre des Médecins pour établir ces listes.

Le Ministre de la Santé Publique et de la Famille ne dispose pas actuellement des pouvoirs légaux nécessaires pour résoudre ce problème. Celui-ci fait donc actuellement l'objet d'un examen. Le Ministère de l'Instruction Publique aussi, a mis ce problème à l'étude et les facultés de médecine des différentes universités s'en occupent de leur côté.

F. — Diplôme de garde-malades.

Les élèves qui ont suivi avec fruit les deux premières années d'études pour l'obtention du diplôme d'accoucheuse et qui n'ont pas la possibilité de terminer la troisième année pourraient se voir accorder le diplôme de garde-malades.

La question est déjà à l'étude.

Il est trop tôt pour décider que le diplôme de la seconde année des études d'accoucheuses pourra être automatiquement assimilé au diplôme de garde-malades.

Toutefois, dès à présent, il est loisible à ces candidates de se présenter à l'examen de garde-malades et d'obtenir ainsi satisfaction.

Le problème sera entièrement mis au point par les services du nursing et un projet de solution sera soumis incessamment au Département.

Pour les élèves accoucheuses du nouveau régime, qui après une année d'étude ont réussi l'examen de passage

Het Gemeen Fonds heeft verschillende prijzen per onderhoudsday vastgesteld voor de Zwitserse sanatoria en de Belgische, zegge 172 frank en ± 140 frank.

Dit verschil wordt verklaard door het indexcijfer der levensduur in beide landen en door de hogere prijzen welke door de directie der Zwitserse sanatoria worden gevraagd.

In de praktijk verlaat de zieke het land en doet alleenlijk beroep op de tussenkomst der mutualiteit, doch, na enkele weken, wanneer zijn geldmiddelen opgeraken, doet hij beroep op het gemeen fonds.

Om niet meer voor eet voldengen feit te worden gesteld wordt geen enkele tussenkomst van het Fonds meer verleend indien de patient, voor zijn vertrek, ze niet heeft aangevraagd.

D. — Belgisch Nationaal Werk ter bestrijding van de Kanker.

De noodzakelijkheid in de strijd tegen de kanker tussen te komen is aan de Regering niet ontgaan. Subsidies werden reeds te dien einde sedert verschillende jaren toegekend.

De voorstellen door het werk gedaan in het kader van het actieprogramma, einde October 1951 bekendgemaakt, worden met het oog op hun belangrijkheid aan een grondige studie onderworpen. Aangezien deze voorstellen verschillende departementen aanbelangen werd onder hen van gedachten gewisseld en de houding van de Regering zal eerlang bepaald worden.

E. — Statuut van de geneesheren-specialisten.

De Orde der Geneesheren heeft lijsten van geneesheren-specialisten aangelegd. Deze lijsten hebben echter geen waarde op zichzelf; ze worden opgemaakt ten behoeve van het Rijksfonds voor verzekering tegen ziekte en invaliditeit ten einde het bedrag van het ereloon voor de ingeschreven geneesheren-specialisten te kunnen bepalen.

Echter wordt in sommige kringen de bevoegdheid van de Orde der Geneesheren, wat het opmaken van deze lijsten betreft, betwist.

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin beschikt op dit ogenblik niet over de nodige wettelijke bevoegdheid om een oplossing aan het probleem te brengen. Dit vraagstuk wordt voor 't ogenblik onderzocht. Ook bij het Ministerie van Openbaar Onderwijs is het probleem ter studie genomen; de faculteiten van geneeskunde bij de verschillende universiteiten laten zich eveneens met het probleem in.

F. — Diploma van ziekenoppasters.

De studenten die met goed gevolg de eerste twee studie-jaren hebben doorgemaakt en die verder in de onmogelijkheid zijn het derde studiejaar af te werken zouden een diploma van ziekenoppasster kunnen bekomen.

Dit vraagstuk is reeds in onderzoek.

Het is voorbarig om te beslissen dat het diploma van het tweede jaar der studiën voor vroedvrouwen automatisch gelijkgesteld kan worden met het diploma van ziekenoppasster.

Op dit ogenblik is het echter reeds mogelijk dat dergelijke candidaten zich mogen aanbieden voor de proef van ziekenoppasster en op die wijze voldoening kunnen bekomen.

Dit probleem zal door de diensten van de Nursing volledig uitgewerkt worden en een ontwerp van oplossing zal onverwijld aan het Departement voorgelegd worden.

Voor de leerlingen vroedvrouwen van het nieuwe regime, die na een jaar studie in het overgangsexamen van

de deuxième en troisième année, mais qui ne peuvent poursuivre leurs études pour l'un ou l'autre motif, il suffit de subir l'examen final sur les connaissances pratiques, pour pouvoir obtenir le diplôme de garde-malade. Cet examen a lieu au mois de décembre.

Les élèves accoucheuses du même régime, qui n'ont pas réussi l'examen de passage de deuxième en troisième année ont à se soumettre tout d'abord à un examen théorique qui a lieu en mars, puis elles doivent subir en décembre l'examen sur les connaissances pratiques, sans toutefois être astreintes à suivre les cours qui mènent au diplôme de garde-malade.

G. — Enfants anormaux.

Les enfants anormaux placés et éduqués dans les établissements spéciaux dépendent exclusivement du Ministère de la Santé Publique et de la Famille. L'inspection scolaire de certains de ces établissements relève de l'Instruction Publique.

Les arriérés pédagogiques reçoivent l'enseignement dans des classes spéciales organisées par les provinces et les communes et inspectées par le Ministère de l'Instruction Publique.

Les enfants de justice sont placés par le Ministère de la Justice, soit dans les établissements dépendant directement de ce département, soit dans ceux qu'il est convenu d'appeler des orphelinats, qui reçoivent à la fois des orphelins et des enfants moralement abandonnés. L'enseignement leur est donné, soit à l'établissement même, soit en dehors de celui-ci, dans les écoles ordinaires.

H. — Séquestrés à domicile.

En ce qui concerne le relèvement du taux maximum d'allocation pour les séquestrés à domicile, le Ministre de la Santé Publique et de la Famille insistera auprès de son collègue du Travail et de la Prévoyance Sociale en vue d'obtenir un relèvement du plafond en matière d'allocations familiales.

I. — Octroi des allocations d'Assistance Publique.

Aux termes de la loi, les C. A. P. déterminent le montant des secours en tenant compte, dans chaque cas, du degré d'indigence du demandeur.

Il ne semble pas désirable de fixer par des dispositions légales des barèmes auxquels les C. A. P. seraient tenues de se conformer d'une façon rigide.

3. — ACTION PREVENTIVE.

A. — Centres de santé.

Il n'est pas possible d'indiquer avec précision combien de centres pourront être subsidiés à la construction, au cours de l'année 1952, ce nombre dépendant de la quantité de dossiers régulièrement traités qui pourront être présentés au Ministre.

Il a été pris un arrêté ministériel relatif à la procédure à suivre pour mettre un projet complètement au point. Cet arrêté ministériel n'a été reproduit au *Moniteur Belge* que par extrait, vu la longueur du texte. Peut-être, ce texte sera-t-il repris au mémorial administratif des provinces.

D'autre part, le projet d'arrêté attribuant des subsides aux consultations, aux dispensaires pour malades mentaux

het tweede naar het derde jaar geslaagd zijn, maar die om de een of andere reden hun studiën niet kunnen voortzetten, volstaat het het eindexamen over praktische kennis af te leggen, om het diploma te bekomen van ziekenoppasser. Dit examen gaat door in de maand December.

Van de leerlingen vroedvrouwen van hetzelfde regime, die in het overgangsexamen van het tweede naar het derde jaar niet zijn geslaagd, wordt eerst nog een in de maand Maart af te leggen examen over theoretische kennis geëist, waarna het in de maand December gestelde examen over praktische kennis moet worden afgelegd, zonder dat evenwel de lessen dienen gevolgd te worden, die tot het diploma van ziekenoppasser leiden.

G. — Abnormale kinderen.

De in bijzondere inrichtingen geplaatste en opgevoerde abnormale kinderen ressorteren uitsluitend onder het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin. Het schooltoezicht op sommige van die inrichtingen behoort tot de bevoegdheid van Openbaar Onderwijs.

De pedagogisch achterlijke kinderen worden onderwezen in speciale klassen, ingericht door de provinciën en gemeenten en welke onder toezicht staan van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

De Regeringskinderen worden door het Ministerie van Justitie uitbesteed, hetzij in inrichtingen welke rechtstreeks van dit departement afhangen, hetzij in die welke doorgaans wezenhuizen worden genoemd, waarin tegelijkertijd wezen en zedelijk verlaten kinderen worden opgenomen. Het onderricht wordt hun verstrekt, of wel in de inrichting zelf, of wel er buiten, in gewone scholen.

H. — Ten huize opgeslotenen.

Wat de verhoging van de minimumtoeslag betreft voor de ten huize opgeslotenen, zal de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin bij zijn collega van Arbeid en Sociale Voorzorg aandringen op verhoging van het maximumbedrag in zake gezinstoeslagen.

I. — Steunverlening door Openbare Onderstand.

Luidens de wet bepalen de C. O. O. het bedrag van de steungelden, in ieder geval met inachtneming van de behoeftegraad van de aanvragen.

Het lijkt niet wenselijk, door wetsbepalingen de berekeningstabellen vast te stellen welke stipt door de C. O. O. in acht zouden dienen genomen.

3. — VOORBEHOEDENDE WERKING.

A. — Gezondheidscentra.

Het is niet mogelijk met nauwkeurigheid te zeggen hoeveel centra in de loop van 1952 zullen kunnen gesubsidieerd worden vermits zulks zal afhangen van het aantal regelmatig afgehandelde dossiers dat aan de Minister zal kunnen voorgelegd worden.

Een ministerieel besluit werd genomen betreffende de procedure welke door de aanvragers moet gevolgd worden om een ontwerp volledig af te werken. Dit ministerieel besluit werd slechts bij uitreksel in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen, wegens de lengte van de tekst. Wellicht zal echter dit uitreksel door het bestuurlijk memoriaal der provinciën worden overgenomen.

Daarenboven is het ontwerp van besluit tot verlening van subsidies voor de consultaties, voor de dispensaria voor

et aux consultations médico-pédagogique est actuellement soumis à la section de législation du Conseil d'Etat.

B. — Inspection médicale scolaire.

Le département de la Santé Publique a élaboré un projet de loi, actuellement à l'examen, qui présente trois aspects :

- Tout d'abord la généralisation de l'inspection médicale de la jeunesse scolaire dans tous les secteurs de l'enseignement, tant primaire que moyen, technique, normal et supérieur;
- En second lieu, l'inspection médicale du personnel.
- En troisième lieu, l'organisation de l'inspection sanitaire des locaux.

En outre, le projet de loi prévoit un régime spécial pour l'enseignement supérieur.

C. — Education physique et sports.

La composition du Conseil Supérieur d'Education Physique et des Sports sera arrêtée sous peu.

D'autre part, le contrôle médical étant nécessaire pour l'exercice du sport et non seulement pour la boxe, une des conditions mises à l'octroi des subsides par le département est l'existence de l'examen médical.

D. — Recrutement d'athlètes.

Il existe, effectivement, certains abus en matière de recrutement d'athlètes par l'un ou l'autre club, par exemple, la signature demandée à un jeune homme à un moment où, de toute évidence, le Code Civil ne lui reconnaît pas encore le pouvoir de s'engager valablement. Cette signature est cependant considérée comme valable par les clubs au moment où ce jeune homme est devenu adulte.

Cette matière est réglée librement entre les fédérations et les clubs. Il n'est pas possible au Département d'intervenir.

E. — Brevet d'aptitude physique.

L'arrêté ministériel du 20 juillet 1939 a été remis à l'étude et le nouveau texte de l'arrêté pourra être régulièrement soumis au conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la vie au grand air, lorsque celui-ci sera constitué.

L'arrêté ministériel du 20 juillet 1939 n'est pas applicable sans discernement.

Un crédit de 300.000 francs a été prévu à cette fin au budget antérieur, et aussi au budget de 1952, à l'article 29-2.

Pour les frais et l'achat d'insignes, il est prévu au budget des moyens les recettes provenant des frais d'inscriptions que devront acquitter les candidats.

F. — Jeux Olympiques d'Helsinki.

4.000.000 de francs ont été mis à la disposition du Comité Olympique belge, soit 2.000.000 de francs pour la préparation et 2.000.000 de francs pour la participation des athlètes belges aux Jeux Olympiques d'Helsinki.

La somme de 2.000.000 de francs destinée à la préparation a été distribuée comme suit :

geesteszieken en de medico-paedagogische consultaties thans onderworpen aan de afdeling « Wetgeving » van de Raad van State.

B. — Medisch schooltoezicht.

Het departement van Volksgezondheid heeft een wetsontwerp opgemaakt, hetwelk thans wordt onderzocht, en dat eigenlijk drie aspecten vertoont :

- Ten eerste, de medicale inspectie van de schoolgaande jeugd over al de sectoren van het onderwijs, zowel het lager als het middelbaar, het technisch, normaal en hoger onderwijs;
- Ten tweede, de medicale inspectie van het personeel;
- Ten derde, organisatie van de sanitair inspectie van de lokalen.

Het wetsontwerp bevat bovendien een speciaal regime voor het hoger onderwijs.

C. — Lichamelijke opvoeding en sport.

De Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding en de Sport zal eerlang samengesteld worden.

Daar de geneeskundige controle noodzakelijk is voor het beoefenen van de sport en niet alleen voor de bokssport, is het bestaan van het medisch onderzoek een van de voorwaarden gesteld voor het toekennen van subsidies door het Departement.

D. — Aanwerving van athleten.

Er bestaat werkelijk misbruiken op het stuk van aanwerving van athleten door de ene of de andere club, bv. aan een jongeling de handtekening vragen op het ogenblik dat het burgerlijk wetboek hem klaarblijkelijk het recht niet toekent een geldige verbintenis aan te gaan. Die handtekening wordt nochtans beschouwd als zijnde geldig voor de clubs op het ogenblik dat de jongeling volwassen is.

Deze kwestie wordt vrijelijk geregeld onder de fédérations en clubs. Het is niet mogelijk voor het Departement tussen te komen.

E. — Brevet van lichamelijke geschiktheid.

Het ministerieel besluit van 20 Juli 1939 werd opnieuw ter studie gelegd en de nieuwe tekst van het besluit zal regelmatig aan de Hoge Raad voor Sport, Lichamelijke Opvoeding en Openluchtleven kunnen voorgelegd worden zodra hij samengesteld is.

Het ministerieel besluit van 20 Juli 1939 kan niet zonder onderscheid toegepast worden.

Een krediet van 300.000 frank is daartoe uitgetrokken op de vorige begroting en ook op de begroting van 1952, onder artikel 29-2.

Voor de onkosten en de aankoop van kentekens worden op de begroting van 's Rijksmiddelen de ontvangsten ingeschreven welke voortkomen van de inschrijvingskosten welke de candidaten zullen moeten betalen.

F. — Olympische Spelen te Helsinki.

Vier miljoen frank werden ter beschikking van het Belgisch Algemeen Sportcomité gesteld, namelijk 2 miljoen frank voor de voorbereiding en 2 miljoen frank voor de deelneming van de Belgische athleten aan de Olympische Spelen te Helsinki.

De som van 2 miljoen frank voor de voorbereiding kan als volgt worden verdeeld :

- a) 600.000 francs sur le budget de 1950;
 b) 1.000.000 de francs sur le budget de 1951.

Il serait inexact de prétendre, à cet égard, que l'on a réduit d'un million les crédits destinés au sport, puisque le Sénat adécidé, l'année dernière, de porter les crédits de 11 millions en raison de l'élimination des certains groupements sportifs, tels que ceux du tennis de table, etc...

- c) 400.000 francs pour 1952.

On a fait observer qu'en 1947, 256 athlètes ont été envoyés aux jeux olympiques de Londres. Il y a lieu de remarquer qu'en 1947 la situation financière des pays dévastés par la guerre n'était guère brillante et qu'un effort plus considérable devait être consenti. Depuis ce moment, les Fédérations et les Unions sportives belges ont eu l'occasion d'entreprendre un effort afin de se mettre à néant d'affecter certains montants au déplacement de leurs athlètes à Helsinki.

Il serait d'ailleurs malaisé de défendre la thèse que l'Etat se doit de supporter l'entièreté des charges afférentes à pareils déplacements d'athlètes. La tâche de l'Etat se limite à encourager ces manifestations sportives.

G. — Records mondiaux établis jusqu'au 15 février 1951.

Record mondial/Wereldrecord :

100 m.	La Beach (Panama)	10.1 sec. — 1950
200 m.	La Beach (Panama)	20.2 sec. — 1948
400 m.	H. Mack Kenley (Jamaïque/Jamaïca)	45.9 sec. — 1948
800 m.	R. Harbig (Allemagne/Duitsland)	1 m. 46,6 sec. — 1939
1.000 m.	M. Hansenne (France/Frankrijk)	2 m. 21,4 sec. — 1948
1.500 m.	G. Hagg (Suède/Zweden)	3 m. 43 sec. — 1944
2.000 m.	G. Reiff (Belgique/België)	5 m. 7 sec. — 1948
3.000 m.	G. Reiff (Belgique/België)	7 m. 58,8 sec. — 1948
5.000 m.	G. Hagg (Suède/Zweden)	13 m. 58,2 sec. — 1942

Record olympique/Olympisch record :

5.000 m.	G. Reiff (Belgique/België)	14 m. 17,6 sec. — 1948
---------------	----------------------------	------------------------

Record mondial/Wereldrecord :

10.000 m.	E. Zatopek (Tchécoslovaquie/Tsjechoslowakië)	29 m. 2,6 sec. — 1950
20.000 m.	Heino (Finlande/Finland)	1 h.(u.) 2 m. 40 sec. — 1949
25.000 m.	Hietanen (Finlande/Finland)	1 h.(u.) 20 m. 14 sec. — 1948
30.000 m.	F. Hanin (Russie/Rusland)	1 h.(u.) 39 m. 14,6 sec. — 1949
110 m. haies/hazzen	Attlesey (U.S.A./V.S.A.)	13,6 sec. — 1950
200 m. haies/hazzen	F. Walcott (U.S.A./V.S.A.)	22,3 sec. — 1940
400 m. haies/hazzen	G. Hardin (U.S.A./V.S.A.)	50,6 sec. — 1934
4 X 100 m. relais/estafette...	U.S.A./V.S.A.	39,8 sec. — 1936
4 X 200 m. relais/estafette...	U.S.A./V.S.A.	1 m. 24 sec. — 1949
4 X 400 m. relais/estafette...	U.S.A./V.S.A.	3 m. 8,2 sec. — 1932
4 X 800 m. relais/estafette...	Suède/Zweden	7 m. 29 sec. — 1946
4 X 1.500 m. relais/estafette...	Suède/Zweden	15 m. 30,2 sec. — 1949
Saut/Springen	J. Owens (U.S.A./V.S.A.)	8 m. 13 cm. — 1935
Saut en hauteur (perche)/Hoogspringen (staak)	C. Warnedan (U.S.A./V.S.A.)	4 m. 77 cm. — 1942
Lancement du poids/Gewichtwerpen	Fuchs U.S.A./V.S.A.)	17 m. 79 cm. — 1949
Lancement du disque/Schijfwerpen	F. Godrien (U.S.A./V.S.A.)	56 m. 97 cm. — 1949
Lancement du javelot/Speerwerpen	Nikkelan (Finlande/Finland)	78 m. 70 cm. — 1938
Décatlon/Decathlon	U.S.A./V.S.A.	7.912 points/punten — 1950
Lancement du marteau/Hamerwerpen	Nemeth (Hongrie/Hongarije)	59 m. 88 cm. — 1950
Triple saut/Driedubbelc sprong	Tajima (Japon/Japan)	16 m. — 1936

4. — FAMILLE.

A. — Aides familiales.

Les centres de formation d'aides familiales donnent une formation spécialisée adaptée aux fonctions que doivent remplir les aides familiales.

Cette formation n'est pas donnée dans les écoles ménagères.

B. — O. N. O. V. A.

Les enfants ressortissant de l'O.N.O.V.A. sont les orphelins des victimes militaires ou civils des deux guerres.

- a) 600.000 frank op de begroting van 1950;
 b) 1.000.000 frank op de begroting van 1951.

Het is onjuist in dit verband te zeggen dat 1 miljoen afgenoemt werd van de 11 miljoen voor de sport, vermits de Senaat besloten had verleden jaar de kredieten van 11 op 10 miljoen te brengen, wegens de uitschakeling van sommige sportgroeperingen, als tafeltennis, enz.

- c) 400.000 frank op 1952.

Er werd opgemerkt dat in 1947, 256 athleten naar de Olympische Spelen van Londen werden gezonden. Er dient aangestipt dat in 1947 de financiële toestand van de door de oorlog geteisterde landen allesbehalve rooskleurig was en dat er een grotere krachtsinspanning moet worden gedaan dan nu. Sinds dat ogenblik hebben de Belgische Federaties en sportbonden gelegenheid gehad een poging te doen ten einde bepaalde bedragen te kunnen besteden aan de reis van hun atleten naar Helsinki.

Het is moeilijk de stelling te verdedigen dat de Staat de volledige lasten van dergelijke reizen van atleten moet dragen. De taak van de Staat moet slechts een aanmoediging van die sportmanifestaties zijn .

G. — Wereldrecords gevestigd tot op 15 Februari 1951.

4. — GEZIN.

A. — Gezinshulp.

De vormingscentra voor gezinshulp geven een bijzondere vorming aangepast aan het werk dat de gezinshelpers moeten verrichten.

Deze vorming wordt niet gegeven in de huishoudscholen.

B. — N. W. W. W. B.

De kinderen die afhangen van het N. W. W. W. B. zijn wezen van de militaire of burgerlijke slachtoffers van

Les parents ont le libre choix de l'établissement de vacances où ils désirent placer leurs enfants.

Les critères d'intervention sont constitués par les possibilités pécuniaires des enfants ou de leurs répondants.

Le service social de l'armée n'intervient pas pour les enfants assistés par l'O. N. O. V. A.

C. — Suppression des primes d'allaitement.

Les allocations postnatales de 500 francs ont été supprimées à partir du 1^{er} janvier 1952.

Toutefois, ces allocations restent maintenues à concurrence de 1.800 francs au profit des mères nécessiteuses.

Les conditions d'existence, considérées du point de vue de l'hygiène, laissent, en général, beaucoup à désirer dans les milieux nécessiteux. Le maintien des allocations post-natales en faveur de ceux-ci constituera incontestablement un stimulant important qui incitera les mamans à allaitez leur enfant et à le faire examiner régulièrement à la consultation médicale. La santé de l'enfant ne pourra s'en trouver qu'améliorée.

D'autre part, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale prendra bientôt un arrêté ministériel autorisant l'octroi, par les caisses de compensation d'allocations familiales aux travailleurs salariés d'une allocation post-natale dans le cadre de leur action complémentaire.

En fait, 27 % seulement des jeunes mères bénéficiaient de ces allocations; ce pourcentage ne peut, en aucun cas, être considéré comme un succès.

Aux Pays-Bas, le pourcentage des mères qui pratiquent l'allaitement atteint 60 % alors que ce pays n'octroie pas de primes d'allaitement.

D'autre part, l'octroi d'allocations post-natales à toutes, qu'elles soient riches ou pauvres, apparaît dénué de sens.

5. — DIVERS.

A. — Taux de mortalité de la population.

	Taux de naissances	Taux de mortalité pour enfants d'un an	Taux de mortalité en général
<i>1930 :</i>			
8.092.004 habitants ...	(18.71 % 151.406	9.28 % 14.057	13.28 % 107.468
<i>1950 :</i>			
8.690.000 habitants ...	(16.68 % 144.416	4.46 % 6.430	12.35 % 106.880

B. — Services sociaux des Ministères.

Un avant-projet d'arrêté organique des services sociaux pour l'ensemble des départements ministériels a été élaboré par le service d'Administration Générale et soumis à l'avis du Conseil Supérieur de l'Assistance et du Service social.

Ce dernier vient d'en terminer l'examen. Le texte amendé sera très prochainement transmis aux Services de M. le Premier Ministre.

Le Conseil Supérieur de l'Assistance et du Service Social a notamment estimé que les services médico-sociaux des départements ministériels devaient être nettement distincts de ceux du Service de Santé Administratif.

beide oorlogen. De ouders mogen vrij het vacantieverblijf kiezen waar ze hun kinderen wensen onder te brengen.

De criteria van tussenkomst hangen af van de graad van bemiddeldheid van de kinderen of van deze die voor hen instaan.

De sociale dienst van het leger komt niet tussen voor de kinderen bijgestaan door het N. W. W. W. B.

C. — Afslachting van de premies voor borstvoeding.

De post-natale toelagen van 500 frank werden van 1 Januari 1952 afgeschaft.

Echter blijven de post-natale toelagen behouden ten bedrage van 1.800 frank voor de behoeftige moeders.

De hygiënische toestand in de behoeftige middens laat over het algemeen veel te wensen over. In dergelijke middens zal het behoud van de post-natale toelagen voorzeker een belangrijke stimulans uitmaken ten einde de moeders aan te zetten tot borstvoeding en hun kind regelmatig bij de medicale raadpleging te laten onderzoeken. De gezondheid van het kind zal er slechts door verbeteren.

Daarenboven zal de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg binnenkort een ministerieel besluit nemen waardoor toelating gegeven wordt aan de Compensatiekassen voor kindertoeslagen aan loontrekenden een post-natale toelage in het kader van hun bijkomende werking toe te kennen.

Het is een feit dat slechts 27 % der jonge moeders die toelagen genoten; dit percentage kan geenszins als een succes beschouwd worden.

In Nederland bedraagt het percentage der moeders welke de borstvoeding toepassen 60 % ofschoon in dat land geen premies voor borstvoeding worden toegekend.

Bovendien heeft het ook geen zin de post-natale toelagen aan iedereen toe te kennen, aan arm of aan rijk.

5. — DIVERSEN.

A. — Sterftecijfers der bevolking.

	Geborene cijfers	Sterfte cijfer voor éénjarige kinderen	Algemene sterfte cijfers
<i>1930 :</i>			
8.092.004 inwoners ...	(18.71 % 151.406	9.28 % 14.057	13.28 % 107.468
<i>1950 :</i>			
8.690.000 inwoners ...	(16.68 % 144.416	4.46 % 6.430	12.35 % 106.880

B. — Sociale diensten der Ministeries.

Een voorontwerp van organiek besluit van de sociale diensten voor het geheel van de ministeriële departementen werd door de dienst van het Algemeen Bestuur uitgewerkt en aan het advies van de Hoge Raad van de Onderstand en van de Sociale dienst onderworpen.

Die laatste dienst heeft zopas het onderzoek beëindigd. De gewijzigde tekst zal eerlang aan de diensten van de Eerste-Minister overgemaakt worden.

De Hoge Raad van de Onderstand en van de Sociale dienst heeft namelijk geoordeeld dat de Medico-Sociale diensten van de ministeriële departementen helemaal los dienen te staan van deze van de administratieve Gezondheidsdienst.

**C. — Office National de Coordination
de l'Assistance Sociale.**

Le Comité Supérieur de l'Assistance Publique étudie en ce moment le texte d'un avant-projet de loi.

Ce texte devra ensuite être soumis au Conseil des Ministres ainsi qu'au Conseil d'Etat.

L'Office national en question vise à réaliser une coordination entre des diverses institutions charitables, tant privées que publiques, afin de rendre non seulement tout abus impossible mais de renforcer aussi l'efficacité de leur action.

* * *

M. Vercauteren a déposé un amendement à l'article 21 tendant à porter de 21.600.000 francs à 31.600.000 francs les subsides au titre de l'éducation physique et des sports.

Cet amendement a été rejeté par 10 voix contre 6.

M. Cooremans a déposé un amendement à l'article 25, portant le crédit de 2.000.000 à 4.000.000 pour assurer la participation aux Jeux Olympiques d'Helsinki, en 1952.

Cet amendement a été rejeté par 9 voix contre 3 et 4 abstentions.

* * *

Les trois articles du projet de loi et l'ensemble du projet ont été adoptés par 10 voix contre 6.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

A. GILSON.

Le Président,

M. PHILIPPART.

**C. — Rijksdienst tot Coördinatie
van de Maatschappelijke Onderstand.**

De Hoge Raad voor de Onderstand bestudeert op dit ogenblik de tekst van een voorontwerp van wet.

Deze tekst moet vervolgens nog naar de Ministerraad en de Raad van State.

Bedoelde nationale dienst heeft ten doel coördinatie te brengen tussen de verschillende vrije en openbare charitatieve instellingen, ten einde niet alleen alle misbruiken onmogelijk te maken, maar ook een zekere doeltreffendheid van hun werking te bevorderen.

* * *

De heer Vercauteren diende een amendement in op artikel 21, tot verhoging van 21.600.000 fr. tot 31.600.000 fr. van de toelagen voor de lichamelijke opvoeding en sport.

Dit amendement werd met 10 tegen 6 stemmen verworpen.

De heer Cooremans diende een amendement in op artikel 25, houdende verhoging van het krediet van 2.000.000 tot 4.000.000 frank, om de deelneming te verzekeren aan de Olympische spelen te Helsinki, in 1952.

Dit amendement werd met 9 tegen 3 stemmen en 4 onthoudingen verworpen.

* * *

De drie artikelen van het wetsontwerp alsmede het ontwerp in zijn geheel werden met 10 tegen 6 stemmen aangenomen.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

A. GILSON.

De Voorzitter,

M. PHILIPPART.

—